

Bibliographie

Autor(en): **[s.n.]**

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **35 (1977)**

Heft 4

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Planification collectiviste et économie de marché confrontées ¹

Sous une forme proche de celle d'un cours, Albert Masnata nous présente ses réflexions sur les deux systèmes économiques qui se partagent les sociétés industrielles. Il connaît l'un, l'économie de marché, parce qu'il le pratique et l'enseigne; l'autre, la planification collectiviste, parce qu'il voyage dans les pays de l'Est et en lit la presse et les manuels. Il y a longtemps qu'il suit leur évolution, surtout celle de l'économie soviétique, et l'un des mérites de son livre est de garder ce relativisme historique qui évite les conclusions hâtives. A. M. marque bien la portée spatiale et temporelle de ses observations, distinguant soigneusement l'économie soviétique, centralisée, l'économie yougoslave, autogérée, et aussi l'économie hongroise, planifiée mais insérée dans le commerce mondial. L'auteur a également le mérite d'écrire clairement sur un sujet difficile. Le détail de ses raisonnements indique l'étendue de ses connaissances sans qu'il ait eu à les exprimer dans une langue hermétique.

Le plan de l'ouvrage est simple : présentation de l'économie planifiée, puis de l'économie de marché, confrontation des deux rivales, esquisse d'une troisième voie économique dénommée « concurrentielle socialement ordonnée ». Comme le livre s'adresse à des Occidentaux, l'analyse de la planification collectiviste est plus détaillée que celle du marché capitaliste. Elle contient les textes officiels importants, ce qui a l'avantage de faire remonter le lecteur à la source et non pas à des commentaires, si autorisés soient-ils. A. M. cite occasionnellement Kardelj ou Garaudy, mais surtout lui-même. Ses idées ne se trouvent pas seulement dans la cinquième partie du livre, qui sert de conclusion, mais sont énoncées tout au long de l'ouvrage. Elles lui donnent une couleur personnelle fort sympathique, même si le professeur se répète parfois et néglige d'autres commentateurs considérables. S'il connaissait Kerblay² par exemple, aurait-il écrit que « les marchés libres ne touchent qu'une infime partie de la production agricole » (p. 67)?

Personnaliser l'analyse est une bonne méthode pour donner cette unité de ton qui facilite la lecture. L'inconvénient est d'inciter aux digressions : les vues générales d'A. M. sur le déterminisme géographique (p. 14) ou l'évolution de l'Europe (p. 17, p. 102, ...) ne sont pas la meilleure partie du livre. Sur les problèmes économiques au contraire, l'auteur réussit à éviter aussi bien le subjectivisme que la banalité. Il refuse d'ailleurs de poser la question des fondements, tout en étant parfaitement conscient de l'interdépendance des techniques économiques et des bases morales. Le capitalisme signifie que la force de travail fait l'objet d'un échange commercial comme une marchandise ordinaire. A. M. ne se demande pas si c'est normal : de tels problèmes, écrit-il « in fine », dépassent le sujet de l'ouvrage.

La méthode ainsi reconnue, voyons son application. Les systèmes économiques ont été confrontés par Raymond Aron, il y a une douzaine d'années dans ses *Dix-huit*

¹ A. Masnata : *Planification collectiviste et économie de marché confrontées*, Baconnière, Neuchâtel, 1976.

² *Les marchés paysans en URSS*.

Leçons sur la Société industrielle. Le livre d'A. M. s'en distingue absolument. Il n'offre pas cette cohérence propre aux philosophes devenus économistes, bien que l'auteur rappelle souvent les principes des deux systèmes. Peut-être parce que R. Aron voulait donner une idée générale et A. Masnata reproduit les variations du réel. La place faite aux diversités nationales, comme l'évolution des années récentes, complique la confrontation, mais fournit des éléments de comparaison qu'on ne trouve pas dans le cours de R. Aron.

L'ouvrage d'A. M. est également plus technique que l'autre. Le problème exposé le plus longuement est celui de la formation des prix, qui différencie le mieux possible la planification collectiviste et l'économie de marché. Qu'y a-t-il de commun entre une économie nationale dont les prix sont fixés par l'Etat (en plus, d'après une doctrine!) et une autre où les prix résultent du jeu de l'offre et de la demande? Mais A. M. retrouve certaines pratiques communes sous les différences institutionnelles. En tout cas est admise la « loi du coût » = les prix expriment d'abord des coûts à récupérer. Ils doivent évoluer en tout cas parce que le progrès technique réduit les frais de production et qu'il faut le stimuler en autorisant des hausses que compenseront des baisses sur les articles désuets. A l'Est comme à l'Ouest, les producteurs s'efforcent d'échapper aux contrôles en multipliant les nouveaux produits. Finalement, le principe socialiste que les prix doivent être proportionnels aux valeurs-travail n'empêche pas d'avoir des « grilles » de prix pas très différentes à l'Est et à l'Ouest.

L'évolution des prix distingue davantage les deux systèmes parce que les économies collectivistes contiennent mieux l'inflation que les économies de marché. A. M. mentionne parmi leurs moyens le contrôle rigoureux de la masse salariale (p. 71). Il ne signale guère l'inflation « inavouée » que constitue la pénurie de marchandises soi-disant offertes. L'inflation consistant essentiellement dans un déséquilibre offre - demande, ne peut-on dire que la longueur des files d'attente en est un signe aussi net que le changement de l'indice des prix?

La confrontation des productions fait apparaître le même mélange de points communs et de divergences. La fixation des priorités par le gouvernement s'oppose en principe à la souveraineté du consommateur muni d'un pouvoir d'achat. Mais finalement c'est la production qui constitue le moteur du circuit économique, à l'Ouest et à l'Est. Elle commande la consommation, dans les économies de marché, par la publicité et les exclusivités de fournitures, de même qu'à l'Est par l'orientation impérative de la main-d'œuvre et des capitaux. L'importance du contrôle de la production par le crédit est un autre point commun. Le rôle des banques est essentiel à l'Est comme à l'Ouest. Les principes socialistes empêchent de donner à l'intérêt du capital l'importance qu'il a en économie de marché. Mais la « Gosbank » surveille la rentabilité des sociétés qu'elle finance avec la même rigueur que la Banque de Paris et des Pays-Bas.

La rémunération du travail, comme le remarque à juste titre A. M. (p. 143), offre une problématique opposée dans les deux systèmes, puisque l'exploitation des salariés par les capitalistes est le reproche majeur adressé par les socialistes à l'économie de marché. Mais cette fois encore l'observation de l'économie soviétique montre certaines convergences. Ici et là est attribué un salaire de base qui correspond au minimum vital. Ici et là il est complété par des primes (le salaire au rendement

est très répandu dans les pays de l'Est) et par des allocations sociales. On dit que le salaire « social » — non rattaché à l'exécution d'un travail — est beaucoup plus important en économie collectiviste qu'en pays capitaliste. Il est vrai que bien des formes de consommation collective (parcs de culture, restaurants universitaires) ont belle apparence en pays socialiste. Encore ne faut-il pas ignorer qu'en France, par exemple, la part financée par des tiers (Etat ou collectivités) est de 90 % pour les dépenses d'enseignement, de 71 % pour celles de santé, de 63 % pour celles de sport ³.

Les conditions du commerce extérieur sont comparées très soigneusement. Elles ont en commun la présence d'un étalon de mesure des valeurs : à l'intérieur du « Conseil d'aide économique mutuelle », le rouble transférable permet l'intégration de l'espace international, de même que le dollar sert aux Occidentaux de référence commune. Mais les économies collectivistes observent un monopole des relations extérieures qui empêche tout rééquilibrage spontané de la balance des comptes entre l'Est et l'Ouest. Le monopole est lié à la propriété publique des moyens de production. Si toute entreprise est d'Etat, les produits de l'entreprise appartiennent à l'Etat et on ne voit pas comment l'entrepreneur pourrait les proposer à l'étranger de son propre chef. Il reste que la pratique a infléchi les principes. Certains pays de l'Est — la Hongrie, la Yougoslavie — ont un commerce extérieur très ouvert aux pays non socialistes et combinent même avec eux des offres à faire aux Etats du tiers monde.

Destiné au « grand public averti », l'ouvrage d'A. M. ne prétend pas épuiser un sujet qui déplace ses limites au fur et à mesure qu'on l'étudie. Mais A. M. était mieux placé que quiconque pour énoncer les données du problème. Il possède au plus haut degré les deux qualités qu'on voudrait reconnaître à tous les économistes : la pondération du jugement (v. g. sur les multinationales, p. 118) et la volonté de trouver l'économie réelle sous le vernis doctrinal. Il nous conduit tranquillement mais fermement à la même conclusion que dégage Alain Cotta de son étude sur le capitalisme ⁴. Les idéologies nous font rêver à tort. Mieux vaut consacrer le peu de temps dont nous disposons à chercher dans toutes les expériences nationales — qu'elles s'intitulent socialistes ou libérales — les éléments nécessaires au progrès d'une justice sociale qui nous laisse une part de liberté.

JEAN VALARCHÉ

La Suisse face à l'épuisement des ressources naturelles mondiales ⁵

Ce petit ouvrage, dont le titre est de nature à surprendre, est consacré aux travaux du Colloque annuel du Séminaire de politique économique et d'économie internationale de l'Université de Fribourg. Les ressources naturelles mondiales sont-elles réellement menacées d'épuisement? On ne cesse d'en débattre depuis la publication fracassante du Club de Rome. M. le professeur Jean Valarché ouvre les feux. La solidité de ses arguments scientifiques ne saurait manquer de convaincre quiconque est capable de s'affranchir des idées préconçues.

³ Ces chiffres ne se trouvent pas dans Masnata, mais dans *L'homme consommateur*, de Jean Boniface ; Editions Ouvrières, Paris.

⁴ Paris, PUF, 1977, coll. « Que sais-je ? ».

⁵ Jean Valarché, Gaston Gaudard, Otto Niederhauser, Jacques Cuttat : *La Suisse face à l'épuisement des ressources naturelles mondiales* ; Ed. Universitaires, Fribourg, 1976 ; 67 p.

Dès l'introduction, J. Valarché constate que « la pénurie dont risquent de souffrir certaines régions tient à des raisons, non pas physiques, mais politiques ou institutionnelles (état de guerre, désordre monétaire, ...) ». Depuis deux cents ans, la croissance économique n'a pas cessé d'augmenter le volume des ressources naturelles disponibles, et ceci soit par extension du milieu naturel, soit par son approfondissement. Inversement, la même croissance économique est un facteur de réduction de ces ressources. L'exploitation de gisements toujours moins avantageux élèvera le coût des matières premières, même indépendamment de considérations purement politiques et commerciales dans le genre de celles qui nous ont valu, en 1973, le quadruplement du prix du pétrole.

Rien cependant, jusqu'ici, ne justifie le catastrophisme ni la sinistrose. « Jamais tant d'hommes n'ont été convenablement nourris et soignés, même dans des pays aussi pauvres que l'Inde : l'accroissement de la longévité en est la preuve » (p. 16). Il n'est pas mauvais non plus de rappeler qu'au siècle dernier, Stanley Jevons annonçait que nous manquerions de charbon, alors qu'aujourd'hui, c'est le problème de son écoulement qui est cause de préoccupations. On prévoyait de même, dans l'entre-deux-guerres, que nous manquerions rapidement de pétrole. De telles prophéties laissent songeur...

Pourtant, si l'on se souvient que le volume des ressources naturelles est une donnée constante alors que l'explosion démographique se poursuit actuellement encore sur plus de la moitié du globe, le pessimisme que reflète le titre de la publication peut paraître justifié. C'est par tête d'habitant que le stock doit être calculé; un chiffre global n'a pas grande signification. Toutefois, si le stock de matières ne peut se renouveler, rien ne permet d'affirmer que la croissance démographique se prolongera longtemps encore. L'humanité se trouve donc devant un problème qu'elle peut résoudre. Ceci d'autant plus qu'une pénurie physique de produits naturels se trouve à un horizon si lointain, compte tenu de nos possibilités de remplacement, qu'il serait vain de nous en préoccuper.

De son côté, M. le professeur Gaston Gaudard, recteur de l'Université de Fribourg, aborde la question de la dépendance de la Suisse à l'égard des ressources naturelles. D'une façon générale, notre petit pays est l'un des plus intégrés à l'économie mondiale. Nos importations représentent en valeur le septième de celles des Etats-Unis, alors que le rapport de superficie est de 1 à 220, et celui de la population de 1 à 33. Recourant aux coefficients de concentration de Gini-Hirschmann, G. Gaudard constate que la concentration des importations suisses a augmenté au cours de ces dernières années, que ce soit au niveau des produits ou à celui des pays. « Dans l'ensemble, la mesure de la dépendance commerciale extérieure de la Suisse procure donc des résultats numériques qui vont dans le sens de l'aggravation » (p. 28).

On sait combien la Suisse est pauvre en ressources naturelles. Si nous produisons 124 % de notre consommation de pommes de terre (1973), et que nous n'avons nul besoin d'importer du lait ou de la viande de porc, en revanche, nous ne dépassons guère 22 % de notre consommation de graisses et d'huiles ainsi que de sucre, et 55 % des céréales panifiables. Quant à l'énergie, les ressources hydro-électriques n'ont plus guère de possibilités d'extension. Notre dépendance à l'égard de l'étranger augmente d'autant. Le problème revêt une dimension surtout politique. La Confédération a tout intérêt à l'instauration d'un nouvel ordre économique plus stable.

M. Otto Niederhauser, délégué à la Défense nationale économique, fournit de très intéressantes précisions sur la politique fédérale en matière de réserves obligatoires. Sur le plan agricole, la Suisse pourrait, au besoin, assurer son autarcie complète dans un délai de quatre ans. Très opportunément, l'auteur insiste sur les contradictions particulièrement malheureuses que renferment les diverses aspirations populaires éprouvées chez nous. Par exemple, la protection de l'environnement, telle qu'on la conçoit, aboutit à une consommation d'énergie largement accrue, au moment où chacun demande de réduire celle-ci. On aspire à augmenter nos réserves mais on s'oppose, au nom de la protection des sites, à la construction d'installations de stockage. « J'estime que notre pays ne peut s'offrir le luxe de telles contradictions » (p. 48), conclut O. Niederhauser.

C'est à nous rassurer que s'emploie M. Jacques Cuttat, adjoint scientifique de la politique du développement à la Division fédérale du commerce. « Les conditions qui ont permis l'action unilatérale des producteurs de pétrole ne pourraient, dans un avenir prévisible, se trouver réunies pour pratiquement aucun autre produit » (p. 52). Il a également le mérite de nous enlever les dangereuses illusions que nous pourrions nous faire sur la rationalité économique des accords internationaux, sur la politique de stabilisation des prix, et sur la célérité des travaux à l'échelon international.

Très dense, cette publication est aussi intéressante qu'instructive.

FRANÇOIS SCHALLER

Inflation et Systèmes monétaires ⁶

Quiconque n'est pas clairement renseigné sur les théories monétaristes de Milton Friedman et sur la politique conjoncturelle qu'elles impliquent, lira cet ouvrage avec le plus grand profit. Ce livre est à la portée des profanes. Fort bien traduit de l'américain par Daisy Carroll, il expose dans un langage clair l'essentiel de la pensée de Friedman et résume la position de l'école de Chicago sur les principaux problèmes économiques de notre temps.

La première partie est consacrée à la réhabilitation de la vieille théorie quantitative de la monnaie. La deuxième tend à montrer les conséquences, en matière de politique économique, d'une adhésion aux thèses monétaristes. La troisième propose une réforme du système monétaire international, fondée sur la flexibilité des changes et un scepticisme profond à l'égard des droits de tirage spéciaux.

L'influence exercée par le maître de l'école de Chicago, Prix Nobel 1976, est incontestable. Il est à peine exagéré de dire qu'elle devient tyrannique à l'égard de la plupart des économistes et des organes dirigeants de beaucoup de banques centrales. Pourtant, plus on étudie les œuvres de Friedman, plus on éprouve quelque peine à s'expliquer un tel engouement, cela pour plusieurs raisons.

Quant au fond, la théorie monétariste n'est pas absolument originale. Il n'est plus permis d'en douter après avoir lu cet ouvrage. Un libéralisme économique proche de l'orthodoxie du siècle dernier, interprété à l'aide d'une théorie quantitative

⁶ Milton Friedman : *Inflation et systèmes monétaires* ; avant-propos de Christian Schmidt ; Calmann-Lévy, Paris 1976 ; 380 p.

dont l'essentiel fut déjà dégagé par Nicolas Oresme, ne constitue pas une révolution de la pensée. Ensuite, la réaction contre un keynésianisme « non remanié » est peu convaincante. Affirmer que celui-ci est abandonné actuellement même par « le profane intelligent » ne suffit pas.

Surtout, la nouvelle politique préconisée peut paraître un peu élémentaire. Même en se souvenant que la simplicité est une marque distinctive du génie, on ne saurait en déduire que tout ce qui est simple est nécessairement génial. Comment lutter contre l'inflation? « La réponse est très simple. Mettre fin à l'inflation ne pose aucun problème. Nous savons comment le faire. Chaque économiste sait comment le faire. Je peux le dire tout de suite. Le seul remède contre l'inflation consiste à empêcher que les dépenses augmentent aussi rapidement. Le seul moyen dont dispose le gouvernement pour lutter contre l'inflation consiste à dépenser moins et à fabriquer moins de monnaie. Le seul remède est de réduire l'accroissement de la quantité de monnaie. Il n'y a pas d'autre solution. Aucun autre procédé ne nous permettra de combattre l'inflation » (p. 80). Et encore : « Si vous voulez étudier le processus inflationniste, vous n'avez qu'à chercher la monnaie » (p. 134).

Aux yeux de Friedman, il est vain de pratiquer une politique des revenus (p. 93); il est faux d'accuser les hausses de salaires (p. 108); il est inadmissible de s'en prendre à l'indexation (p. 114); etc. La cause de l'inflation est dans un accroissement déraisonnable et irrégulier de la masse monétaire. C'est parfait, mais on souhaiterait connaître comment la masse monétaire pourrait ne pas augmenter fatalement si les revenus nominaux s'envolent et si l'indexation est générale. Il est permis de supposer que l'auteur est très conscient du problème, puisqu'il parle à plusieurs reprises de la nécessité de faire preuve de « volonté politique » (p. 80), de « courage politique » (p. 214). Finalement, tout dépend du sens que l'on prête au mot « cause ». Celle de la mort, c'est l'arrêt du cœur, mais semblable constatation ne permet pas de progresser beaucoup dans la connaissance de la maladie ni dans celle de la meilleure thérapeutique qu'il convient d'adopter.

On devait prévoir que l'attachement de cet éminent économiste au libéralisme en fasse un adversaire des changes fixes. Ici, sa position est cependant nuancée. Les changes fluctuants sont profitables aux Etats-Unis, explique-t-il, mais pas nécessairement à des places financières telles que la Grande-Bretagne et la Suisse (p. 349). Quant au système des changes fixes mais ajustables, il est « le pire de tous », car il cumule les inconvénients des deux méthodes.

Très intéressante est aussi la distinction que Friedman établit entre une monnaie unifiée à l'ensemble d'un espace géographique, et un certain nombre de monnaies liées entre elles par des taux de change fixes, avec ou sans l'aide du mécanisme de l'or. Dans le premier cas, aucun problème de balance des paiements ne se pose. Un Etat américain ou un canton suisse n'a pas de balances. Dans la seconde hypothèse, c'est évidemment très différent. Friedman n'hésite pas à en déduire : « Ce qui précède met en évidence la raison pour laquelle une banque centrale est la condition nécessaire pour engendrer des difficultés dans la balance des paiements » (p. 306). Il ajoute immédiatement qu'elle en est souvent la condition suffisante. Voilà qui veut dire que tous les soucis qu'éprouvent aujourd'hui la plupart des Etats à équilibrer leurs balances sont imputables à l'existence même et au fonctionnement des banques

centrales. Dans le cadre d'une monnaie unifiée, précise l'auteur, les ajustements tendent à être immédiats et graduels. De nouveau, on voudrait qu'on nous dise alors comment s'expliquent d'indéniables et graves déséquilibres dans le développement régional à l'intérieur d'une zone à monnaie unifiée. Cette question n'est pas abordée.

Il faut avoir lu ce livre pour comprendre le sens des débats actuels en matière de politique économique et de réforme du système monétaire international, ainsi que le choc que provoque dans la pensée économique les thèses souvent paradoxales de Milton Friedman.

FRANÇOIS SCHALLER

Commerce extérieur et développement économique de l'Europe au XIX^e siècle ⁷

Chacun jusqu'ici était bien convaincu que durant le siècle de l'Europe, la croissance économique des Etats et le développement technologique furent largement facilités par le démantèlement des barrières douanières (1860-1892), initiative à porter en partie à l'actif de l'Empire libéral. On regrette communément que le protectionnisme n'ait pas été abandonné plus tôt par les pays de l'Europe continentale, et surtout qu'il ait été réintroduit de façon générale de 1892 (adoption du tarif de Méline) au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. Semblable opinion se fonde essentiellement sur l'enseignement de la théorie économique la plus traditionnelle. Les avantages du libre-échange, dont chacun profite, étaient déjà mis en évidence par David Ricardo.

Le professeur Paul Bairoch n'entend pas se situer sur un plan purement théorique. Son ambition est de vérifier, par une recherche empirique, le bien-fondé de la théorie libérale. Oui ou non, l'influence du commerce extérieur a-t-elle été déterminante pour le développement économique des nations en général? D'autre part, comment une telle influence s'exerce-t-elle sur le rattrapage technologique des pays les moins avancés? Enfin, quels furent les résultats de la politique libre-échangiste, pratiquée au XIX^e siècle pendant trois décennies environ, sur le développement économique des Etats? C'est à répondre à ces questions que s'attache l'auteur, dans un ouvrage d'histoire quantitative, qui comprend un grand nombre de données statistiques inédites sur l'économie européenne au siècle dernier.

Une telle étude est nouvelle, car à notre époque plus que jamais, nul ne songe à contester la vertu de la liberté dans les échanges internationaux ni les effets bénéfiques qu'elle assure en faveur de la croissance. Les conclusions auxquelles aboutit l'auteur, sur la base de données irréfutables, n'en sont que plus surprenantes. Elles méritent la plus sérieuse attention en un temps où les disparités technologiques sont certainement plus accusées encore entre les pays du globe qu'elles ne l'étaient au siècle dernier d'une nation européenne à l'autre.

D'une façon générale, il ressort des recherches de M. Bairoch que la période de libéralisation des échanges a été moins favorable, non seulement pour l'Europe continentale mais pour la Grande-Bretagne aussi, que l'ère de protectionnisme qui

⁷ Paul Bairoch : *Commerce extérieur et développement économique de l'Europe au XIX^e siècle* ; Ecole des Hautes Etudes en Sciences sociales ; Mouton, La Haye, 1977 ; 360 p.

l'a précédée et que celle qui la suivra. Le ralentissement de la croissance durant la phase libérale est incontestable. Pour l'ensemble de l'Europe, la production industrielle s'est accrue de 2,5 % de 1830 à 1860, contre 2 % de 1860 à 1890 et 3,1 % de 1890 à 1913. En ce qui concerne l'Europe continentale, le ralentissement est encore plus net : respectivement 2,5 %, puis 1,8 % et 3,8 % (p. 135).

Les faits ne contrediraient pas moins celui qui prétendrait que le libre-échange a favorisé le processus de rattrapage des nations techniquement les moins avancées. L'accélération s'est au contraire produite au cours des phases de protectionnisme. Par exemple, en 1840, la capacité moyenne d'un haut fourneau anglais était quatre à cinq fois supérieure à celle des hauts fourneaux des pays industrialisés d'Europe. La Belgique, la première, atteint la parité en ce domaine vers 1860, l'Allemagne en 1885, la France, moins protectionniste, en 1900 seulement.

On constate une assez bonne corrélation entre l'expansion du commerce extérieur et la croissance économique. Toutefois, il est probable que l'élément moteur a été cette dernière. C'est elle qui engendra l'extension du commerce extérieur. On a donc pratiquement pris pour cause ce qui n'était qu'effet. En revanche, il est indéniable qu'au cours des phases de protectionnisme, la croissance, et donc le commerce extérieur, se sont développés de façon beaucoup plus réjouissante que dans la période 1860-1890, caractérisée par le libre-échange. Une constatation semblable, aussi surprenante soit-elle, peut être faite au sujet du rattrapage technologique.

Si, à présent, on concentre la recherche sur des pays (Grande-Bretagne, France, Italie, Allemagne, Russie, Belgique, Suède, Suisse), on aboutit dans chaque cas particulier à une conclusion identique. Simplement, la période libérale a été beaucoup moins défavorable à la nation la plus développée, l'Angleterre, qu'au reste de l'Europe. Voilà qui confirme la théorie de Frédéric List et celle de son seul disciple français, Paul Cauwès. Quant à la Suisse, elle présente la particularité de n'avoir jamais totalement abandonné, même pendant la phase libérale, les mesures protectionnistes en matière agricole. Avec le Danemark, nous avons été de plus les premiers à pratiquer une politique de soutien de l'agriculture.

L'étude de M. Bairoch ne prétend pas constituer une explication globale de l'histoire économique de l'Europe au XIX^e siècle. Elle n'est qu'une approche. La difficulté réside surtout dans le grand nombre de causes qui ont certainement influé sur le taux de croissance des pays : troubles politiques, guerres, pertes ou gains de territoires, innovations techniques, baisse des coûts de transport, conquêtes coloniales, accroissement du stock des métaux précieux, etc.

D'autre part, aussi critiquables que soient à ses yeux de nombreux aspects de la théorie libérale, l'auteur ne souscrit pas moins aux avantages que présente, fréquemment, la division du travail. Son ouvrage fournit les matériaux qui devraient permettre aux théoriciens de se livrer à de nouveaux développements, lesquels pourraient probablement déboucher sur des conclusions moins tranchées quant aux avantages et aux inconvénients du libre-échange. La question est d'autant plus importante qu'elle est à nouveau posée dans le cas des pays du tiers monde.

FRANÇOIS SCHALLER

Le Capital-Temps, Pouvoir, Répartition et Inégalités ⁸

Professeur d'économie de la répartition à Paris XII, M. Bresson est l'auteur d'un curieux ouvrage qui fourmille d'idées, toutes n'étant pas absolument originales. « La théorie économique n'a jamais pu résoudre le problème de l'insertion du temps », lit-on d'emblée sous la plume d'un auteur qui nous prévient que pour lui, les fondements de la théorie économique ont définitivement chancelé. Sur quoi, l'ouvrage propose les grands axes d'une grille expliquant le dynamisme économique et l'évolution sociale. On y traitera du temps, évidemment, et d'une manière bien différente de celle qu'on supposait à la lecture de l'avant-propos. On nous y parlera encore du pouvoir. Ceci conduit l'auteur à s'étendre sur le problème de la répartition. Engagés sur cette voie, il faudra bien aborder la question des inégalités. Voilà quatre sujets extraordinairement vastes qui seront traités en quelque deux cents pages. C'est dire que le lecteur ne trouvera certainement pas la réponse à toutes les questions qu'il se pose. Mais, ce n'est peut-être pas indispensable.

Remontant, au-delà de Robison, à Adam lui-même, M. Bresson découvre que finalement, le capital n'est que du temps cristallisé, qui permet un transfert d'une période à l'autre. Telle est la thèse centrale de notre auteur. On peut en tirer de nombreux enseignements. Ainsi, « le raccourcissement de la vie d'un bien durable revient à accroître la quantité consommée périodiquement » (p. 63). On s'en doutait.

Surtout, la recherche de monnaie se présente comme un substitut de temps disponible. Elle est facteur de promotion sociale, et donc d'inégalités. Les classes hiérarchiquement supérieures se distinguent par leur temps disponible et par les ressources garanties. Il n'est donc pas surprenant que la contestation moderne de « l'establishment » se résume à une aspiration généralisée vers le plus de temps libre et plus de ressources. Dans cette optique, le suicide se définit comme le moment où l'individu n'aspire plus à obtenir davantage de temps libre, son temps contraint étant lui-même envahi par des préoccupations centrées sur la condition du sujet.

Marx nous disait que tout capital est de la gelée de travail. M. Bresson, lui, affirme que le capital est du temps cristallisé. En somme, Dostoïevski ne disait pas autre chose lorsqu'il rappelait, avec beaucoup d'élégance, que l'argent est de la liberté frappée. Un vieux dicton populaire nous rappelle que le temps, c'est de l'argent. Le professeur Bresson est plutôt d'avis que l'argent, c'est du temps. Chacun en conviendra volontiers.

Quel que soit son style d'organisation, toute société humaine orientée vers la production entraîne infailliblement une hiérarchisation sociale, donc des pouvoirs, et une asymétrie inégalitaire dans la répartition des ressources. Une société que l'on rêverait égalitaire ne pourrait le rester qu'en étant stagnante. Si le volume de la production augmente, les inégalités s'accroissent davantage. L'explosion menace lorsque la société considérée est à la fois figée dans sa hiérarchie et orientée vers l'expansion, car c'est alors que les inégalités s'accroissent. L'auteur n'est pas éloigné de penser que tel est présentement le cas de la France. Il ne se refuse pas moins à toute prophétie, convaincu qu'en ce domaine, les réactions sont imprévisibles. Que connaîtra

⁸ Yoland Bresson : *Le Capital-temps, Pouvoir, Répartition et Inégalités* ; Calmann-Lévy, Paris 1977 ; 220 p.

la France au cours de ces prochaines années? La raison commanderait l'adoption d'un programme de transformations structurelles. En cas d'échec, ce pourrait être la résignation dans une nation stagnante à hiérarchie figée, ou la révolution et l'espoir illusoire...

Au passage, l'auteur nous parle de l'inflation. Il nous la présente comme le signe prémonitoire d'une rupture du consensus social. Henri Aujac a soutenu une thèse semblable il y a longtemps déjà. Elle tend aujourd'hui à s'imposer aux esprits, surtout dans le cas de la stagflation. Quand une économie souffre simultanément de chômage et d'inflation, M. Bresson pense qu'aucune des politiques habituelles de régulation, dites « politiques conjoncturelles », ne pourront l'en guérir. Selon lui, il ne reste plus que la possibilité d'agir sur les structures sociales, afin de réduire les inégalités en ménageant aux groupes contestataires l'accès au moins partiel à la hiérarchie. C'est en effet l'inégalité qui provoque la spirale des prix, à la suite d'un processus qui s'apparente beaucoup, chez l'auteur, à la théorie commune de l'inflation par les coûts (p. 207).

Il serait vain de vouloir corriger l'inégalité par la voie classique de la redistribution. La fiscalité ralentit la croissance des inégalités. Elle ne parvient cependant pas à empêcher que celles-ci ne s'accroissent. Quant au progrès des sociétés humaines, M. Bresson le définit en fonction de sa notion du capital-temps. Il y a progrès dans la mesure où la proportion du temps socialement contraint diminue pour tous, alors que l'espérance complète de vie s'accroît chez chacun. Cependant, même si, au départ, la répartition des ressources est peu inégalitaire, il suffit que l'organisation sociale impose une spécialisation pour que l'inégalité se développe rapidement. En effet, la réaction des privilégiés sera de protéger leurs avantages relatifs qui ne feront qu'augmenter au fur et à mesure de la croissance.

L'auteur a voulu tester historiquement la valeur de ses thèses, ce qui nous vaut une analyse rapide des structures sociales à Sparte, à Athènes, au sein des castes africaines, et en Inde. Dans chaque cas, la dynamique était différente. Comment se peut-il qu'en Inde, les inégalités sociales les plus flagrantes se soient perpétuées au cours des siècles? La réponse donnée par l'auteur ne surprendra pas. L'inégalité correspond ici à une échelle de valeur non économique. Elle est la marque de la justice divine. Ainsi est assurée la pérennité du consensus social, grâce auquel la révolution a pu longtemps être évitée.

FRANÇOIS SCHALLER

L'aide alimentaire. De la redistribution des produits au financement des investissements ⁹

Le troisième rapport du Club de Rome souligne que le problème alimentaire est régional, non pas mondial. Divers pays produisent beaucoup plus de nourriture qu'il ne leur en faut. D'autres en manquent. Il en est ainsi depuis longtemps et la perception de cette disparité, il y a vingt ans, conduisit les Etats-Unis et la FAO à élaborer

⁹ Thérèse Pang : « L'aide alimentaire. De la redistribution des produits au financement des investissements », *Cahiers de l'Institut des sciences économiques et sociales*, n° 31 ; Editions Universitaires, Fribourg 1974.

une politique d'aide alimentaire, qui devait avoir le double mérite de soulager l'économie américaine de ses excédents agricoles et d'améliorer le niveau nutritionnel des populations du tiers monde. L'ouvrage de T. P. expose cette politique et ses résultats de la manière la plus fine et la plus complète.

Le sous-titre indique l'ampleur du sujet. Les experts qui ont bâti les programmes d'aide savaient qu'ils ne seraient efficaces que s'ils enclenchaient un processus de croissance. Il s'agissait bien sûr de secourir des affamés avec des surplus qui encombraient les pays riches, mais surtout d'utiliser cette « manne » pour fonder un développement. Amenées sur des chantiers africains ou asiatiques, les céréales américaines permettraient aux ex-paysans tirés de leurs villages de construire l'infrastructure sans laquelle leurs pays ne pourraient démarrer. Ils ont besoin de routes, de silos, de banquettes antiérosives, de reboisement, de canalisations : rien de cela ne peut se faire sans nourriture supplémentaire. Aux économistes de trouver par quels moyens un apport extérieur animerait des économies fragiles sans perturber leurs productions ni leurs échanges traditionnels.

L'auteur a traité ce grand sujet aux plans analytique et politique. La première partie de l'ouvrage est consacrée à l'analyse économique de l'aide : en quoi peut-elle servir l'emploi, la croissance, l'équilibre du marché? Quels rapports entretiennent la politique agricole et le commerce international? Mais des questions autres que de pur calcul interviennent avant et après l'analyse. Le problème de l'aide alimentaire est né d'une politique étrangère autant que d'une politique agricole. L'application de l'aide alimentaire relève des mêmes soucis : pourquoi tel bénéficiaire et non pas tel autre? La nature des excédents révèle des préférences nationales de structure. Pourquoi les surplus laitiers du Marché commun? Pourquoi les Etats-Unis font-ils régulièrement trop de céréales?

Le souci de suivre le problème jusqu'à son application concrète, sur le terrain, caractérise toute la deuxième partie de l'ouvrage, qui s'intitule : « Politiques concrètes d'aide alimentaire ». Les Etats-Unis ont accordé une aide alimentaire au Maroc dans le cadre de deux programmes différents : les ventes d'excédents et la promotion nationale (lutte contre le sous-emploi rural). Toujours en Afrique du Nord, le Programme alimentaire mondial, avec une contribution suisse, aide les chantiers algériens de reboisement depuis 1966. Ces trois exemples d'aide alimentaire ont permis à T. P. de résoudre les deux questions fondamentales.

1. Est-ce que la livraison à conditions spéciales perturbe l'équilibre du marché? Y a-t-il addition ou substitution? Substitution à une livraison ordinaire ou à la production intérieure?

2. Est-ce que la livraison a favorisé la formation du capital?

L'auteur montre d'abord que toute importation agit sur le marché du pays importateur en stabilisant le prix du produit indigène de même type. Du moment qu'il s'agit d'un produit de large consommation, il s'ensuit un freinage des revendications ouvrières, donc un encouragement à l'entreprise. Mais l'effet de l'aide alimentaire sur la formation du capital est tout de même douteux car, d'une part l'effet spécifique de l'importation-aide est difficile à dégager de l'effet général de l'importation, d'autre part la fourniture est irrégulière, soit du fait du donateur, soit du fait

du bénéficiaire. L'histoire de l'aide est émaillée de récriminations venant tantôt des contribuables américains, tantôt des producteurs du pays aidé, tantôt des fournisseurs habituels, inquiets d'une concurrence qui leur paraît déloyale. Les dirigeants des pays en voie de développement ne s'opposent pas à la livraison des surplus parce qu'ils permettent de contenir les prix alimentaires nationaux et évitent ainsi une hausse des salaires qui freinerait l'industrialisation, mais ils ne la considèrent pas comme l'élément majeur de leur politique de développement.

L'aide alimentaire est un élément de l'histoire économique de notre temps. T. P. a parfaitement exposé l'évolution de la politique américaine, soucieuse d'une efficacité « réciproque » au point de subordonner l'aide, à partir de 1966, à la preuve que le pays bénéficiaire s'aide lui-même de différentes façons : équipement agricole et aussi contrôle des naissances. Elle a montré également la réaction des bénéficiaires, imposant le remplacement du bilatéralisme par le multilatéralisme. Elle a souligné enfin comment l'expérience conduit à rationaliser les méthodes et les institutions. L'aide alimentaire est née d'un accident historique : l'agriculture américaine, après avoir sauvé l'Europe de la famine, s'est trouvée en double emploi avec les agricultures européennes reconstruites. L'aide a été conçue comme un remède provisoire ; les experts des Nations Unies ont longtemps tâtonné du « modèle » EZEKIEL au « modèle » ROSENSTEIN-RODAN. Actuellement, l'aide alimentaire est devenue internationale, ses méthodes sont uniformisées, elle repose sur un engagement durable et non plus sur des excédents provisoires. Sur ce point, l'historien incorpore plus de raison. Un peu plus seulement : l'auteur n'a pas la naïveté de croire que l'aide mettra fin aux disparités alimentaires ou aux retards de développement. Mais il nous apprend qu'un bien limité peut sortir d'un souci égoïste et qu'une organisation mondiale est capable d'une certaine efficacité. Ecrite dans une langue parfaite, la leçon mérite d'être retenue.

JEAN VALARCHÉ

Les sociétés multinationales ¹⁰

En traitant en moins de deux cents pages des principaux problèmes soulevés par les sociétés multinationales, Alain Sabatier n'a pas voulu, de prime abord, prendre position pour ou contre ces sociétés, mais s'est efforcé plutôt de décrire ces problèmes en se basant sur des faits et des exemples concrets.

L'intérêt de ce livre réside dans le fait que nombre de questions sont posées et permettent ainsi d'obtenir une vue d'ensemble du sujet en déterminant les éléments essentiels.

En compulsant cet ouvrage, il faut cependant toujours conserver à l'esprit deux points. Premièrement, le style choisi, questions clairement établies et réponses directes, fait que ces dernières sont toujours très succinctes ; de ce fait, les chiffres, statistiques et explications proposés, sans mettre en cause la crédibilité de l'auteur, doivent être accueillis avec circonspection. Toutefois, ils fixent un ordre de grandeur utile. Le deuxième point est, par contre, plus gênant puisque l'ensemble des questions traitées s'attardent avant tout sur l'aspect négatif des multinationales, les faits favorables étant

¹⁰ Alain Sabatier : *Les Sociétés multinationales*, Editions du Centurion, 1975.

peu abordés. C'était peut-être le but de A. Sabatier, mais cela ne ressort pas du titre et très peu de l'avant-propos.

Quatre principaux thèmes se dégagent du livre :

1. Caractéristiques et évolution des multinationales

Après avoir apporté quelques définitions de l'entreprise multinationale, cerné leurs principales caractéristiques, A. Sabatier fixe leur origine : « Quand naissent les multinationales proprement dites ? Avec la révolution industrielle et surtout vers la fin du XIX^e siècle. » L'attrait de l'Europe pour les sociétés américaines, la recherche de nouveaux marchés, l'installation d'unités de production dans des pays à main-d'œuvre bon marché ou riches en matières premières, sont autant de facteurs qui ont contribué à l'évolution des multinationales. Sans oublier les facteurs politiques (création du Marché commun, par exemple), fiscaux, techniques (amélioration des communications), etc.

2. Influence des sociétés multinationales sur l'inflation dans le monde et sur la crise monétaire

L'auteur rend les multinationales indirectement responsables de l'inflation par le biais de la recherche continue de la croissance. Les prix ne sont plus fixés en fonction du renouvellement de l'appareil de production existant mais comprennent également une quote-part pour l'augmentation de la capacité : « ... tous les coûts de production sont ajustés en fonction de l'impératif du cash-flow. »

Une autre accusation avancée est celle de la spéculation entreprise par les multinationales, spéculation qui par le flux massif des capitaux à court terme est une des causes immédiates de la crise du système monétaire international.

3. Les multinationales contre l'indépendance économique et la souveraineté nationale ?

Les multinationales ont-elles le pouvoir de réduire l'indépendance économique d'un pays ? Pour A. Sabatier, cela ne fait aucun doute, et de citer plusieurs exemples, dont celui du Canada : « Il est, en surplus résultat de la mainmise étrangère, l'apparition d'entreprises tronçonnées, pour lesquelles plusieurs fonctions très importantes s'accomplissent à l'étranger au sein de l'entreprise-mère, ce qui a réduit l'échelle de ces fonctions au Canada et atrophié le potentiel d'accomplissement de ces fonctions au pays. » D'autres exemples sont cités, « le pillage du Tiers monde » par le prélèvement de leurs matières premières et par la détérioration des termes de l'échange (en 1969, ces pays doivent exporter 86 % de plus qu'en 1960 pour pouvoir importer les mêmes produits industrialisés).

La thèse de l'ingérence des multinationales dans la souveraineté nationale des pays est appuyée sur de nombreux faits : « ITT » au Chili, « United Fruit » au Guatemala dans les années 50, la crise de Cuba qui commença par le refus des sociétés pétrolières américaines de raffiner le pétrole importé d'URSS à Cuba.

4. Les multinationales et les travailleurs ; l'organisation syndicale internationale

Les multinationales ont-elles un effet positif sur l'emploi ? Même pas, d'après l'auteur. L'installation d'une unité de production à l'étranger produit deux effets.

Pour le pays d'origine des capitaux, c'est la perte de postes de travail qui s'expatrient ; pour le pays d'accueil, si dans un premier temps la nouvelle filiale est créatrice d'emploi, dans une seconde phase elle a « un effet néfaste sur le volume de l'emploi à long ou moyen terme, spécialement dans les pays sous-développés, en bloquant les mécanismes du développement économique ».

A. Sabatier examine ensuite les moyens à la disposition des travailleurs pour lutter contre les pratiques des multinationales (licenciements, déplacement d'unité de production, pratiques antisyndicales, etc.). Trois grandes organisations syndicales sont longuement décrites : la CISL (Confédération internationale des syndicats libres) à tendance réformiste, la FSM (Fédération syndicale mondiale) regroupant surtout les travailleurs des pays de l'Est et la CMT (Confédération mondiale du travail). Ces deux derniers syndicats réclamant un changement fondamental des rapports de production.

L'ouvrage se termine en guise de conclusion avec la description de trois sociétés multinationales (ITT, IBM et Exxon), plus une liste des grandes banques internationales avec les noms de leurs principaux actionnaires.

PIERRE FORNALLAZ